



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Soixante-dix-septième session

Rome, 10-11 décembre 2002

ACTIVITÉS PRÉVUES AU TITRE DES PROJETS
2002-2003

1. À la deuxième session du Conseil d'administration, il a été décidé que des renseignements sur les activités prévues au titre des projets seraient communiqués régulièrement au Conseil afin que ses membres soient tenus constamment informés de l'évolution de la situation concernant la réserve de projets du FIDA et puissent, s'ils le souhaitent, émettre des observations sur les activités prévues à un stade approprié du cycle des projets. Depuis, des renseignements de cette nature ont été régulièrement fournis au Conseil d'administration, à chacune de ses sessions, sous la forme d'annexes aux documents soumis au titre des points pertinents de son ordre du jour.

2. Lors d'une session antérieure du Conseil d'administration, certains de ses membres ont demandé que des précisions complémentaires leur soient fournies sur la nature et le but de ces annexes. Les explications demandées ont été données à la huitième session et sont reprises ci-dessous pour la commodité du Conseil.

a) Annexe A

L'annexe A a pour but de présenter au Conseil d'administration un résumé des informations disponibles sur les projets dont l'élaboration a atteint un stade avancé et qui sont par conséquent susceptibles d'être soumis au Conseil à l'une de ses sessions suivantes. Les descriptions succinctes de projets figurant à l'annexe A, qui sont présentées au Conseil d'administration pour observations, ne sont pas reproduites dans les prochains documents sur les activités prévues au titre des projets.

b) Annexe B

L'annexe B a pour objet de fournir une liste complète des projets compris dans la réserve et qui ont fait l'objet d'un examen par le Comité d'examen technique du Fonds afin de s'assurer qu'ils répondent aux conditions requises pour bénéficier du soutien du FIDA. Cette annexe comprend donc les projets qui ont été uniquement identifiés, ceux dont l'élaboration a atteint un stade avancé (et qui par conséquent figurent eux aussi dans l'annexe A du document ou d'un document précédent) et les projets qui sont soumis à l'approbation du Conseil d'administration au cours de la même session. L'annexe B fournit donc une liste qui permet de retrouver facilement tous les projets se trouvant dans



la réserve en sus des informations sur les exposés des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) déjà examinés par le Comité chargé des stratégies opérationnelles (CSO) et ceux qui sont prévus pour 2002. Les membres du Conseil d'administration pourront ainsi se pencher sur les questions relatives à la sélection et à l'examen des COSOP.

c) Annexe C

L'annexe C récapitule les montants prévus pour les activités bénéficiant du mécanisme de financement du développement des programmes, dans le cadre du programme de dons d'assistance technique (DAT) inclus dans le Programme de travail et budget du FIDA, tel qu'approuvé par le Conseil des gouverneurs.

d) Annexe D

L'annexe D a pour but de fournir une description succincte des dons d'assistance technique accordés au titre du mécanisme spécial d'intervention et qui ont été approuvés par le Président en vertu des pouvoirs que le Conseil d'administration lui a délégués¹.

3. Les informations contenues dans les annexes A et B ne donnent qu'une indication de l'évolution des activités du Fonds à divers stades du cycle du projet. Certains des projets ou dons mentionnés ne verront peut-être jamais le jour alors que d'autres, qui ne figurent pas encore sur la liste, pourront y être inscrits plus tard. Il faut souligner que le fait d'inclure dans ces annexes un projet ou don intéressant tel ou tel pays n'implique un jugement définitif ni sur leur pertinence, ni sur le montant de l'aide dont ce pays peut bénéficier ou le nombre de projets à financer.

4. Les explications ci-dessus valent aussi bien pour les documents précédents que pour les annexes jointes au présent document.

5. Comme l'a souhaité le Conseil d'administration, le présent document comprend également un aperçu des activités prévues au titre des projets.

¹ Des précisions sur tout don d'assistance technique approuvé par le Président depuis la dernière session du Conseil seront données à la présente session.

Région: Afrique de l'Ouest et du Centre	Pays: Cameroun
Nom du programme: Programme de développement de la culture des racines et des tubercules axé sur le marché	RNB par habitant¹: 580
Coût du programme (en millions de USD): 24,7	Population (en millions)¹: 14,9
Prêt du FIDA (en millions de USD): à déterminer	Financier extérieur principal²: FIDA
Conditions de prêt proposées: particulièrement favorables	Cofinanceurs: à déterminer
État d'avancement: formulation achevée	Institution chargée de l'évaluation prospective et administrateur du prêt: FIDA et Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

Objectifs du programme

L'économie du Cameroun repose sur l'agriculture, les racines et tubercules (R&T) occupant 70% des terres cultivables et représentant 46% de la production vivrière. Plus de 85% des pauvres vivent en milieu rural où les producteurs de vivres (R&T en particulier) et ceux qui les transforment à petite échelle comptent parmi les plus pauvres. Les principales entraves au développement des R&T sont les difficultés des producteurs à accéder à des services de vulgarisation adéquats, à des systèmes bien organisés pour la fourniture d'intrants et de semences et aux marchés, faute d'organisation, d'information et de crédit. Dans ces conditions, le programme proposé aura pour objectif global de contribuer au recul de la pauvreté par l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'élévation des revenus des ruraux pauvres, spécialement des femmes. Ses objectifs spécifiques seront les suivants: i) encourager les producteurs de R&T et les autres petits producteurs, en particulier les groupes de femmes, à s'organiser et renforcer leurs capacités d'accéder aux marchés locaux et internationaux; ii) améliorer les systèmes d'après récolte et de transformation des R&T; iii) accroître la productivité et la rentabilité des systèmes cadres des R&T, et iv) renforcer la capacité des producteurs de R&T à planifier et gérer le développement de ce secteur.

Bénéficiaires du programme

Le programme aura une portée nationale. Toutefois, il limitera dans un premier temps ses activités à cinq centres urbains situés dans un rayon de 120 km et élargira ensuite progressivement son rayon d'action. Le groupe cible sera formé des petits producteurs cultivant principalement les R&T, en particulier les femmes, et les ménages les plus vulnérables. Le programme ciblera aussi certains entrepreneurs, comme les producteurs de semences et les fabricants du petit matériel de transformation. Pendant les cinq premières années du programme, on mettra surtout l'accent sur le manioc et la pomme de terre (soit 600 000 et 100 000 agriculteurs, respectivement) pour englober ensuite l'igname macabo/taro ou la patate douce. Les femmes seront les principaux acteurs de la prise de décision et de l'exécution du programme (elles forment 90% des acteurs de ce secteur) et aussi les principaux bénéficiaires des interventions du programme.

¹ Données de 2000; revenu national brut (RNB) exprimé en dollars des États-Unis.

² Le financier extérieur qui, à la demande du gouvernement, pilote la conception du projet, le processus d'évaluation prospective préliminaire et la mobilisation des ressources extérieures.

Composantes du programme

a) Soutien au renforcement des capacités et aux organisations d'agriculteurs

Au titre de cette composante, le programme soutiendra: i) le renforcement des capacités des communautés pour qu'elles dressent des plans d'action pour la mise en valeur des R&T et forment des comités villageois de développement pour améliorer ce secteur; ii) un programme d'alphabétisation fonctionnelle, et iii) la mise en place de dispositifs de collaboration avec les institutions de microfinancement pour faciliter l'accès au crédit. Il créera un fonds de développement des R&T pour permettre aux groupes d'agriculteurs de passer des contrats sur une base concurrentielle avec des prestataires de services publics et privés.

b) Soutien à la commercialisation et à l'élargissement des débouchés

Au titre de cette composante, le programme soutiendra: i) le renforcement des capacités des producteurs de R&T et des groupes de transformateurs pour leur permettre d'avoir accès aux débouchés locaux, nationaux et internationaux; ii) l'établissement d'un système d'information sur les marchés détenu et géré par les bénéficiaires; iii) la mise en place d'un marché de gros; iv) l'amélioration de l'organisation et des infrastructures des marchés, notamment les routes de desserte et les installations de stockage, et v) l'amélioration de la qualité des produits R&T.

c) Soutien aux activités d'après récolte, à la transformation et à la production

Au titre de cette composante, des fonds seront mis à disposition pour: i) améliorer les transports du champ au village et les techniques de stockage; ii) renforcer les capacités des microentreprises de petite transformation, et adapter puis diffuser les techniques améliorées de transformation; iii) soutenir l'établissement de fabricants de petit matériel de transformation et les moyennes entreprises en réponse à la demande des agriculteurs et des petites entreprises, notamment la fourniture des infrastructures de transformation. On soutiendra également: i) l'enrichissement des savoirs autochtones, notamment l'adaptation et l'apport de techniques nouvelles et une stratégie de gestion des systèmes de culture; ii) la mise en place d'un système viable de multiplication et de distribution du matériel végétal, et iii) l'application de la lutte antiparasitaire intégrée et de stratégies durables de gestion des terres.

d) Coordination et gestion du programme

Cela comprendra: i) la coordination, le suivi et l'évaluation de toutes les activités du programme ainsi que la gestion financière, et ii) un programme de renforcement des capacités pour les prestataires de services et le développement des services de fourniture de petits intrants.

Exécution du programme

L'exécution du programme s'étendra sur une période de sept ans. Une unité de gestion du programme (UGP) autonome sera créée et placée sous la responsabilité du Ministère de l'agriculture. Elle installera cinq antennes régionales de coordination dont la gestion sera sous-traitée à des organisations non gouvernementales (ONG) ou à d'autres organismes pertinents.

Caractéristiques importantes

Le programme sera centré sur le développement intégré du secteur des R&T selon une démarche axée sur le marché. Il encouragera aussi la sous-traitance des services, y compris les services de vulgarisation, par les bénéficiaires aux ONG et à d'autres prestataires de services sur une



base concurrentielle. En outre, il établira un réseau avec d'autres projets de R&T dans la région (Bénin, Ghana et Nigéria) et avec les différents acteurs du secteur au Cameroun.

Principales questions

Toute question importante soulevée par les comités d'examen interne du FIDA, qui se sont réunis le 25 octobre et le 5 novembre 2002, sera traitée lors de l'évaluation.

Opérations antérieures du FIDA

Le Fonds a approuvé six projets d'un financement total de 43,9 millions de DTS. Deux sont en cours d'exécution, tandis que le projet de soutien au développement communautaire prendra effet dans le proche avenir.

Région: Afrique de l'Ouest et du Centre	Pays: Tchad
Nom du projet: Projet de développement communautaire de Kanem	RNB par habitant¹: 200
Coût du projet (en millions de USD): 14,5	Population (en millions)¹: 7,7
Prêt du FIDA (en millions de USD): à déterminer	Financier extérieur principal²: FIDA
Conditions de prêt proposées: particulièrement favorables	Cofinanceurs: à déterminer
État d'avancement: formulation achevée et évaluation prospective en cours	Institution chargée de l'évaluation prospective et administrateur du prêt: FIDA et UNOPS

Objectifs du projet

La région de Kanem se caractérise par une insécurité alimentaire chronique et une base de production limitée et fragile. Sa population est l'une des plus pauvres du Tchad. Le projet proposé a pour objectif général d'apporter des améliorations durables aux revenus et à la sécurité alimentaire des ménages ruraux pauvres dans les départements de Bar-El-Ghazal et de Kanem. Ses objectifs spécifiques seront les suivants: i) mettre en place des services financiers viables et accessibles; ii) renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations, et iii) soutenir l'agriculture et la diversification des revenus par la création d'un fonds de développement agricole destiné à financer la recherche et l'action sur les technologies de captage de l'eau dans les ouadis et l'amélioration des intrants agricoles. On considère que les composantes de la production agricole et des services financiers se renforcent mutuellement. Le projet se fondera sur l'expérience acquise lors de l'exécution du projet de développement agricole des ouadis du Kanem, en particulier dans le domaine du microfinancement et de la technologie d'essai des systèmes de captage des eaux des ouadis.

Bénéficiaires du projet

Le groupe cible englobera les communautés rurales pauvres et vulnérables vivant dans la région de Kanem, ayant un accès limité à la terre arable, aux infrastructures sociales, à l'information et à d'autres ressources. Les bénéficiaires typiques – constituant la majorité de la population rurale de la région – sont les petits exploitants pratiquant une agriculture de subsistance sur des terres marginales et dépendant principalement des cultures sèches pour leur subsistance. Les femmes, en particulier celles qui sont chefs de ménages, et les jeunes ruraux sans emploi sont spécialement vulnérables puisqu'ils sont traditionnellement exclus du processus de décision et ont plus de difficultés à accéder aux ressources. Le projet couvrira la population appauvrie (nomade et sédentaire) des villages/ouadis de la zone du projet, en particulier les femmes. Il atteindra de 3 000 à 4 000 habitants autour de chaque caisse locale autogérée (CLA) (un système de services financiers autogérés), soit au total 60 000 à 80 000 personnes, dont 10 000 seront membres des CLA.

Composantes du projet

a) Production et création de revenus

Par cette composante, le projet soutiendra: i) le renforcement des capacités des petits exploitants et de leurs organisations, y compris la formation en alphabétisation fonctionnelle, la nutrition pour les femmes, la formation professionnelle pour les artisans et la visite d'autres villages pour la confrontation de l'expérience; ii) le développement de l'agriculture, y compris l'essai des systèmes de prélèvement de l'eau des ouadis et l'établissement d'une référence technique dans les systèmes de captage de l'eau; iii) la mise en place d'un système de distribution des intrants agricoles; iv) la promotion des initiatives économiques de base; v) une meilleure gestion des ressources naturelles, et vi) les activités sociales.

b) Services financiers de proximité

Cette composante vise à faciliter durablement l'accès des petits exploitants, et en particulier des femmes, aux services financiers (épargne et crédit) en réponse à leurs besoins. Le projet soutiendra la création d'un réseau de CLA et améliorera la participation des femmes par un programme de formation au crédit, qui comprend l'accès aux services financiers comme à la formation. Bien que réalisées par deux structures distinctes, ces deux sous-composante sont interdépendantes. Le projet soutiendra la création d'une vingtaine de CLA, il soutiendra aussi l'accès des femmes au crédit et à la formation, grâce à leur participation aux CLA. Les CLA seront refinancées sur la base de critères rigoureux de qualification. En outre, le projet aidera à créer et établir un 'centre d'expertise' dans la région de Mao pour fournir un appui technique et méthodologique et promouvoir le développement des services financiers dans la région.

c) Organisation et gestion

Le projet sera géré par une UGP autonome, installée à Mao. L'UGP sera renforcée dans le domaine de la sensibilisation rurale, de la production agricole et de la mise en valeur des terres. Un petit bureau du projet sera établi à Moussoro pour assurer le suivi de près des activités du projet.

Exécution du projet

Ce projet de neuf ans sera exécuté sous la responsabilité générale du Ministère de l'agriculture, le Ministère des finances supervisant la composante des services financiers. L'UGP jouira de l'autonomie financière et administrative. Un comité de pilotage, présidé par le Ministère de la promotion économique et du développement, sera chargé de l'orientation générale et de l'approbation du plan de travail et budget annuel (PTBA).

Caractéristiques importantes

Les aspects novateurs du projet comprennent son programme de crédit-formation, qui donne aux femmes accès aux services financiers sous réserve d'une formation dans des domaines comme la nutrition, la gestion et l'analyse financière, ce qui renforce leur capacité à exercer avec efficacité des activités génératrices de revenus.

Conformément au cadre stratégique du FIDA et à sa stratégie pour le Tchad esquissée dans le COSOP, le projet compte: i) rendre les communautés locales plus autonomes, y compris les femmes et les jeunes, dans les villages les plus pauvres; ii) repérer et analyser leurs obstacles et ranger leurs besoins par ordre de priorité, et iii) renforcer la capacité des ruraux pauvres et de leurs organisations, et améliorer leur accès au capital financier, aux services et aux marchés. Il insistera fortement sur l'intégration d'une démarche soucieuse de l'équité entre les sexes dans les activités du projet, l'établissement de mécanismes favorisant la participation active des femmes à la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation des activités. La collaboration et les partenariats sont des caractéristiques importantes du projet et seront encouragés pour éviter les doubles emplois et créer des synergies durant l'exécution.

Principales questions

L'équipe chargée de l'évaluation prospective: i) précisera les arrangements en matière d'exécution, notamment la nature de l'UGP; ii) analysera plus avant et indiquera clairement les risques potentiels et les mesures pour les atténuer, et iii) examinera les moyens par lesquels les bénéficiaires seront associés à la gestion du projet comme le comité de pilotage.



Opérations antérieures du FIDA

Le FIDA a financé trois projets au Tchad, pour un montant total de 18,13 millions de DTS. Un projet est en cours d'exécution actuellement.

Région: Asie et Pacifique	Pays: Bangladesh
Nom du projet: Projet de microfinancement et de soutien technique	RNB par habitant¹: 370
Coût du projet (en millions de USD): 20	Population (en millions)¹: 131,1
Prêt du FIDA (en millions de USD): à déterminer	Financier extérieur principal²: FIDA
Conditions de prêt proposées: particulièrement favorables	Cofinanceurs: Fondation Karma-Sahayak (PKSF) (3 millions de USD) (cofinancier national)
État d'avancement: formulation en cours	Institution chargée de l'évaluation prospective et administrateur du prêt: FIDA et UNOPS

Objectifs du projet

Avec un RNB de 370 USD, le Bangladesh est l'un des pays les plus pauvres du monde, ce qui se traduit par de très faibles indicateurs sociaux. En dépit des difficultés causées par les catastrophes naturelles et l'instabilité politique, d'importants progrès ont été enregistrés ces dernières années dans la lutte contre la pauvreté. De nombreuses avancées ont cependant été annulées par l'augmentation de la population et du nombre de paysans sans terres ainsi que par l'ampleur des chiffres – quelques 60 millions d'habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Dans ce contexte, les objectifs généraux du projet proposé seront d'améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des 230 000 ménages pauvres et extrêmement pauvres et de rendre les femmes plus autonomes. Les objectifs immédiats du projet seront d'encourager l'adoption d'activités génératrices de revenus viables, de faciliter l'accès à des services financiers adaptés aux besoins des pauvres et d'améliorer la situation économique de la femme. On y parviendra: i) en donnant accès à des services viables d'épargne et de crédit en faveur d'investissements dans des activités génératrices de revenus dans l'exploitation et en dehors de celle-ci; ii) en renforçant les capacités et en donnant une formation professionnelle aux bénéficiaires et aux ONG partenaires des ONG; et iii) en s'attachant plus spécialement aux besoins des très pauvres.

Bénéficiaires du projet

Le projet couvrira deux districts (Bhola, Brahmanbaria, Faridpur, Gopalganj, Habiganj, Kishorganj, Madaripur, Moulvi Bazaar, Pirojpur et Shariatpur) groupant au total quelque 3,2 millions de ménages, dont 1,45 million environ vivent sous le seuil de pauvreté. La pauvreté frappe principalement les femmes et plus particulièrement les ménages dirigés par une femme. Le groupe cible sera formé d'environ 850 000 ménages que les institutions de microfinancement n'atteignent pas pour l'instant. Environ 90% des bénéficiaires directs du projet devraient être des femmes sans terre. Le projet comporte aussi une composante spéciale destinée aux très pauvres (définis comme ayant un apport journalier de calories inférieur à 1 600 calories par jour). Le projet devrait améliorer les moyens de subsistance des 220 000 ménages pauvres et extrêmement pauvres à l'aide d'un modèle éprouvé de développement du microfinancement.

Composantes du projet

a) Microfinancement et soutien technique

Cette composante vise à fournir un microfinancement et un soutien technique, en ciblant les pauvres selon les critères habituels de la Palli Karma-Sahayak Foundation (PKSF).³ Elle renforcera les capacités de soutien technique des entreprises d'élevage au niveau des bénéficiaires ainsi que chez

³ La PKSF a été fondée par le gouvernement en 1990 en tant qu'institution de financement coiffant les ONG.

les ONG de taille moyenne et petite par l'apport: i) d'une formation en élevage et d'un soutien technique à environ 41 000 membres des organisations existantes, partenaires de la FKSF (groupes de microcrédit), et ii) un soutien à l'épargne, au crédit et à la technique pour les 180 000 membres des groupes de microcrédit récemment constitués par les ONG participantes par la création de 100 nouveaux bureaux régionaux. Le projet fournira aussi: i) une ligne de crédit à chaque bureau régional des ONG aux conditions normales de prêt de la PKSF; ii) une formation aux bénéficiaires et au personnel de la PKSF participant au projet dans une variété de domaines ainsi qu'au personnel des ONG pour constituer une équipe d'assistants techniques compétents en zootechnie (les ONG seront également censées fournir des trousseaux pour la formation au développement social); iii) un soutien aux ONG pour qu'elles puissent établir les services de soutien et les nouveaux bureaux régionaux, iv) des installations communautaires comme les abris communautaires pour les animaux.

b) Assistance spéciale aux plus pauvres

Cette composante vise à aider les très pauvres, essentiellement les femmes chefs de famille, à participer à l'élevage et au microfinancement. Étant donné qu'il est indispensable d'apporter un soutien financier aux très pauvres pour qu'ils puissent ensuite améliorer leur sort, le projet fournira à la fois des transferts monétaires pour couvrir les besoins essentiels de tous les jours, l'accès aux ressources productives (animaux et terre, par exemple) et un travail salarié quotidien. Une fois que les moyens d'action auront été intensément renforcés, les ménages devraient être en mesure d'accéder à des prêts sans intérêt et de devenir à terme des membres de plein droit des ONG partenaires de la FKSF. Un cadre de travailleurs sociaux des ONG fournira aux très pauvres le soutien social et la formation à l'élevage et à d'autres activités génératrices de revenus. Un financement sera également fourni pour: i) l'installation de quatre nouveaux bureaux régionaux des ONG, la formation du personnel des ONG, les moyens de transport et l'équipement; ii) les installations communautaires comme les salles de réunion et les abris pour les animaux, et iii) les activités défense des droits des minorités ethniques et des très pauvres.

c) Recherche adaptative et études

Le projet financera les projets en recherche adaptative/en exploitation, les essais participatifs de techniques, les recherches et études socioéconomiques, des bourses pour chercheurs et un fonds de soutien technique qui doit permettre aux communautés de décider de leurs propres priorités concernant le soutien technique et l'information dont elles ont besoin pour compléter le microfinancement apporté par les ONG. Ce fonds sera administré par les ONG, sous la supervision de la FKSF.

d) Gestion et coordination du projet

Le projet soutiendra l'établissement d'une UGP au siège de la FKSF à Dhaka. L'UGP coordonnera et supervisera le renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires des ONG.

Exécution du projet

La FKSF sera l'organisme d'exécution de ce projet de sept ans. Bien qu'elle relève du Ministère des finances, cette organisation est autonome. Son assemblée générale sera responsable de la politique générale et de l'orientation des activités. L'UGP sera chargée de la gestion courante du projet. Un comité de gestion du projet sera chargé de l'examen et de l'approbation des PTBA du projet.



Caractéristiques importantes

Ce projet novateur est entièrement conforme à la façon dont le gouvernement conçoit le développement rural et qu'il a exposée dans son projet de document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DRSP). On en trouve la preuve dans le fait que la fourniture de tous les produits et services sera confiée par contrat à des ONG ou au secteur privé alors que c'était l'organisme d'exécution qui s'en chargeait dans les projets financés précédemment par le FIDA. De plus, c'est le premier projet du Fonds à établir un partenariat avec la FKSF, le principal organisme de microfinancement au Bangladesh. La FKSF a lancé le concept d'une institution faîtière pour le microfinancement, innovation adoptée par la suite dans d'autres pays. Le présent projet sera le premier projet de microfinancement du portefeuille de la FKSF qui combinera les services de microfinancement aux services techniques, soit l'approche du microfinancement avec un atout supplémentaire. En outre, ce sera le premier projet du FIDA au Bangladesh qui ciblera expressément les très pauvres et les aidera à s'extraire de la pauvreté en créant leurs propres microentreprises grâce au soutien reçu. Le projet+ reposera en grande partie sur le renforcement des capacités, un microfinancement à leur portée et la défense des intérêts des ménages vulnérables et marginalisés. Ce sera aussi le premier projet du FIDA dans le pays qui a été conçu en vue d'assurer pleinement sa viabilité après son achèvement. Cela comprend la durabilité aux trois niveaux: FKSF, ONG et bénéficiaires. Enfin, en mettant l'accent sur les petits animaux (en particulier la volaille), d'après les enseignements fournis par l'exécution des projets en cours, le présent projet aura un impact sensible sur les femmes puisque l'élevage de la volaille est une activité économique menée traditionnellement par les femmes qui décident en toute liberté de l'usage des revenus qu'elles en tirent.

Principales questions

L'équipe chargée de l'évaluation prospective: i) définira les modalités opérationnelles de la composante recherche; ii) examinera le rôle du soutien aux revenus des très pauvres, compte tenu des réserves exprimées par la FKSF quant à l'octroi de prêts à des taux inférieurs à ceux du marché; iii) fixera l'effectif du personnel du projet; iv) examinera les besoins en stages de formation, et v) arrêtera les arrangements définitifs en matière de gestion du projet, y compris les modalités du suivi et de l'évaluation.

Opérations antérieures du FIDA

Le FIDA a approuvé 20 projets au Bangladesh pour un montant total de 203,9 millions de DTS. Quatre sont en cours d'exécution, tandis que le projet de gestion des ressources communautaires dans le Sunamganj devrait prendre effet sous peu.

Région: Amérique latine et Caraïbes	Pays: Nicaragua
Nom du programme: Programme de développement économique de la région aride du Nicaragua	RNB par habitant¹: 420
Coût du programme (en millions de USD): 20,0	Population (en millions)¹: 5,1
Prêt du FIDA (en millions de USD): à déterminer	Financeur extérieur principal²: FIDA
Conditions de prêt proposées: particulièrement favorables	Cofinanceurs: Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE). Discussions en cours avec l'Union européenne
État d'avancement: évaluation prospective en cours	Institution chargée de l'évaluation prospective et administrateur du prêt: FIDA et probablement BCIE

Objectifs du programme

Le Nicaragua vient au second rang des pays les plus pauvres d'Amérique latine, avec un revenu par habitant de 420 USD. Le programme proposé s'efforcera de relever durablement les revenus des familles rurales pauvres dans la macrorégion aride, où se concentre la majorité des ruraux pauvres, en améliorant leurs compétences et en leur donnant accès à de nouvelles possibilités. Il visera plus spécialement à: i) consolider le capital social et humain du groupe cible et ses organisations; ii) promouvoir le développement d'activités génératrices de revenus compétitives en milieu rural (agricoles et non agricoles); iii) améliorer l'accès du groupe cible et de ses organisations aux marchés, services et ressources productives, et iv) contribuer aux efforts du gouvernement pour consolider les politiques, institutions, processus et savoirs liés au développement rural.

Bénéficiaires du programme

La zone du programme englobera 50 municipalités de la macrorégion aride et quelques régions adjacentes. Sur les 117 000 familles qui y vivent, environ 60 000 familles rurales pauvres formeront le groupe cible du programme. Elles consistent en petits exploitants (y compris les ménages dirigés par une femme), en microentrepreneurs, en travailleurs ruraux et en paysans sans terre. Environ 25% de la population cible émigre chaque saison pour s'embaucher comme travailleur agricole ou non agricole. Le programme devrait bénéficier directement à 15 000 familles en leur offrant la possibilité d'améliorer leurs revenus et d'accroître leur capital humain et leurs ressources productives. Les bénéficiaires directs seront les femmes et les jeunes. Le programme renforcera le capital social et humain des institutions et organisations locales.

Composantes du programme

a) Promotion des activités génératrices de revenus

Cette composante vise à renforcer le capital social et humain du groupe cible ainsi que ses organisations afin qu'il puisse exploiter les possibilités qui amélioreront ses revenus. Pour ce faire, le programme encouragera les activités visant à relever les revenus des paysans, des microentrepreneurs, des salariés ruraux et des autres ruraux pauvres. Il encouragera diverses activités économiques et commerciales, en cherchant à affranchir l'économie des variations climatiques et à l'orienter davantage vers la demande et les possibilités du marché. Il visera en particulier à doter les travailleurs agricoles et non agricoles, en particulier les jeunes et les femmes, de qualifications utiles sur le marché de l'emploi et des moyens d'entreprendre une activité lucrative. En deuxième lieu, le

programme renforcera les organisations locales afin qu'elles puissent promouvoir les entreprises et créer des emplois.

b) Amélioration de l'accès au marché, aux services et aux ressources productives

Le programme encouragera: i) la création de services de soutien au développement, à la gestion et à la commercialisation pour les petites entreprises; ii) l'amélioration de la gestion des savoirs et du système d'apprentissage pour faciliter la connaissance du développement rural dans la macrorégion aride. Les travailleurs ruraux salariés augmenteront leur productivité et trouveront plus facilement du travail grâce à l'amélioration de leurs systèmes d'apprentissage et de recherche d'un emploi.

c) Financement rural

Le programme: i) soutiendra les initiatives visant à renforcer et étendre les systèmes de financement rural comme FONDECA³, en étendant son champ d'action territorial et en améliorant l'accès à la population cible; ii) soutiendra les efforts déployés par différents organismes pour établir un cadre réglementaire et juridique pour les activités de microfinancement, et iii) renforcera les institutions de microfinancement (intermédiaires financiers).

d) Renforcement des politiques et institutions rurales

Le programme s'efforcera d'améliorer les politiques et le cadre institutionnel dans lequel il est réalisé par le soutien des politiques de développement rural, de la gestion et de l'enrichissement des savoirs, de la formation professionnelle et du renforcement des institutions. Il cherchera en particulier à formuler des propositions à long terme pour remédier aux crises structurelles dans les régions tropicales arides.

Exécution du programme

L'Institut de développement rural sera chargé de l'exécution de ce programme de six ans. Une unité de coordination du programme, qui sera installée dans la zone du programme, sera chargée des fonctions techniques et administratives. Les bénéficiaires, leurs organisations, les ONG, les administrations locales et d'autres organismes privés et publics décentralisés seront chargés des opérations sur le terrain.

Caractéristiques importantes

Le Nicaragua remplit les conditions voulues pour bénéficier de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés. Le présent programme a été élaboré dans le cadre du DSRP du pays, qui vise à la fois à réduire la pauvreté et à améliorer la compétitivité économique du pays. La présence du FIDA dans la macrorégion aride, où vivent la plupart des pauvres, est particulièrement pertinente et s'appuie sur l'expérience acquise à l'aide des interventions précédentes et du Fonds d'assistance technique. Le programme encouragera un processus national et local de renforcement des institutions tout en consolidant les mécanismes décentralisés de décision et en encourageant les agriculteurs et microentrepreneurs à participer directement aux décisions concernant l'allocation des ressources. Les mécanismes de financement et de prestation de services répondront aux besoins des bénéficiaires par l'intermédiaire de leurs organisations. Les dispositifs de financement novateurs (remboursables et non remboursables) seront renforcés en vue de promouvoir les entreprises rurales et

³ *El Fondo de Desarrollo Campesino* est un mécanisme dont l'institutionnalisation est en cours et qui est utilisé dans le projet d'apport de capital aux petits exploitants de la zone Tropiseq des Segovias – Région I (TROPISEC) et dans le projet de développement rural dans la région aride de la côte pacifique sud.



la création d'emplois en faveur de tous les membres de la famille. Le programme s'attachera spécialement aux questions d'équité entre les sexes (concernant en particulier la femme, les jeunes, les questions ethniques et l'exclusion de l'accès à la terre), et veillera à ce que les groupes les plus vulnérables aient un accès équitable aux possibilités qu'il offre.

Principales questions

Le travail de formulation/évaluation prospective servira à: i) définir les composantes et les activités du programme; ii) décider des municipalités qui formeront la zone du programme, spécialement en fonction de l'accès au marché; iii) étudier l'impact effectif et probable des activités du FIDA sur le développement du Nicaragua; iv) spécifier comment les bénéficiaires seront associés à l'exécution du programme, et v) suivre l'application du DSRP.

Opérations antérieures du FIDA

Le FIDA a approuvé cinq projets au Nicaragua, pour un montant total de 45,55 millions de DTS. Deux projets sont clôturés, deux autres seront clôturés en 2003 et le cinquième a pris effet en juin 2001.



PREMIÈRE PARTIE – Projets à l'étude (2002-2003) classés selon leur stade d'élaboration

DEUXIÈME PARTIE – Liste des COSOP élaborés depuis 1995 et examinés par le CSO

TROISIÈME PARTIE – Liste des COSOP prévus en 2002

PREMIÈRE PARTIE - PROJETS À L'ÉTUDE (2002-2003)
CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION

Région	Pays	Population (millions) 1/	RNB par habitant (2000) (USD)	Nom du projet/programme	Nature du projet/programme	Montant indicatif du prêt (millions de USD)	Personne à contacter au FIDA	Examen du COSOP par le CSO	Inclus à l'annexe A	Date provisoire de présentation au Conseil
SOIXANTE-DIX-SEPTIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, DÉCEMBRE 2002										
Afrique I										
	Niger	10,8	180	Projet de promotion des initiatives locales dans la région d'Aguié ^{2/}	Développement rural	10,00	M. Manssouri	Mars 1999	EB 75/avr. 02	Déc. 2002
	Nigéria	126,9	260	Programme de gestion communautaire des ressources naturelles – Delta du Niger	Gestion des ressources naturelles	15,0	M. Saint-Ange	Oct. 2000	EB 76/sept. 02	Déc. 2002
	Afrique II									
	Kenya	30,1	350	Projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du Mont Kenya ^{3/}	Gestion des ressources naturelles et agriculture	06,7	Mme Bradley	Nov. 2001	EB 76/sept. 02	Déc. 2002
	Rwanda	8,5	230	Projet de développement des cultures de rapport et d'exportation sur les petites exploitations	Développement agricole/ accès au marché	16,3	Mme Benhammouche	Juil. 2001 (révisé)	EB 76/sept. 02	Déc. 2002
	Asie et Pacifique									
	Chine	1 262,5	840	Programme de protection de l'environnement et de réduction de la pauvreté dans le Ningxia et le Shanxi	Développement rural	28,60	M. Martens	Fév. 1999	EB 75/avr. 02	Déc. 2002
	Indonésie	210,4	570	Programme d'autonomisation des communautés locales à Kalimantan Est ^{4/}	Développement rural	19,95	M. Prayer Galletti	Nov 1998	EB 74/déc. 01	Déc 2002
	Amérique latine et Caraïbes									
	République dominicaine	8,4	2 130	Programme de développement socioéconomique en faveur des populations vulnérables de la région frontalière	Développement rural	14,0	M. Glikman	Janv. 2002	EB 76/sept. 02	Déc. 2002



Région	Pays	Population (millions) 1/	RNB par habitant (2000) (USD)	Nom du projet/programme	Nature du projet/programme	Montant indicatif du prêt (millions de USD)	Personne à contacter au FIDA	Examen du COSOP par le CSO	Inclus à l'annexe A	Date provisoire de présentation au Conseil
	Pérou	25,7	2 080	Projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la Sierra méridionale	Développement rural	16,0	M. Haudry	Nov. 2001	EB 76/sept. 02	Déc. 2002
Proche-Orient et Afrique du Nord (POAN)	Égypte	64,0	1 490	Deuxième projet de gestion des ressources dans la région de Matruh	---	12,7	M. Hassani	Nov. 2000 (révisé)		Déc. 2002
	Djibouti	0,6	880	Projet de développement du microfinancement et de la microentreprise	Crédit	3,59	M. Turilli	Nov. 2001	EB 76/sept. 02	Déc. 2002
	Syrie	16,2	940	Projet de développement agricole dans la région d'Idleb	Développement agricole	17,5	M. Abdouli	Nov. 2001	EB 76/sept. 02	Déc. 2002
ÉVALUATION PROSPECTIVE TERMINÉE										
17	Afrique II									
	Comores	0,6	380	Programme national en faveur du développement humain durable	Gestion des ressources naturelles et agriculture	15,0	Mme. Bradley	Janv. 2002	EB 76/sept. 02	À déterminer
	Lesotho	2,0	580	Programme de gestion durable de l'agriculture et des ressources naturelles	Développement agricole	10,0	M. Gicharu	Juin 1999	EB 69/mai 00	À déterminer
	Asie et Pacifique									
	Chine	1 262,5	840	Programme du secteur financier rural	Services financiers	12,60	M. Martens	Fév. 1999	EB 76/sept.02	Avril 2003
ÉVALUATION PROSPECTIVE EN COURS										
	Asie et Pacifique									
	Iran	63,7	1 680	Programme de financement Forsat Mosawi	Services financiers	À déterminer	M. Attig	Août 2002	EB 76/sept. 02	À déterminer
	Amérique latine et Caraïbes									
	Brésil	170,4	3 580	Projet de développement des microentreprises dans le bassin du San Fran cisco	Microentreprises rurales	À déterminer	M. Gariglio	Juin 1997	EB 75/avr. 02	Sept. 2003



Région	Pays	Population (millions) 1/	RNB par habitant (2000) (USD)	Nom du projet/programme	Nature du projet/programme	Montant indicatif du prêt (millions de USD)	Personne à contacter au FIDA	Examen du COSOP par le CSO	Inclus à l'annexe A	Date provisoire de présentation au Conseil
FORMULATION/PRÉPARATION TERMINÉE										
Afrique	Cameroun	14,9	580	Programme de développement de la culture des racines et des tubercules axé sur le marché ^{5/}	Voir Annexe A	À déterminer	M. Touré	Fév. 1998		Avr. 2003
	Tchad	7,7	200	Projet de développement communautaire de Kanem	Voir annexe A	À déterminer	M. Nsimpasi	Mai 1999		Avr. 2003
	Sénégal	9,5	490	Projet de développement agricole dans le département de Matam – Phase II	Développement agricole	12,5	M. Ben-Senia	Avr. 1998	EB 76/sept. 02	Avr. 2003
Asie et Pacifique	Bangladesh	131,1	370	Projet de microfinancement et d'appui technique ^{6/}	Voir annexe A	À déterminer	M. Brett	Déc. 1999		Avr. 2003
Amérique latine et Caraïbes	Mexique	98,0	5 070	Projet de développement rural intégré dans la microrégion de la sierra du Querétaro	Développement rural	À déterminer	M. Murguia	Mai 1999	EB 76/sept. 02	À déterminer
POAN	Maroc	28,7	1 180	Projet de développement de l'élevage et des pacages dans la région orientale – Phase II	Élevage	À déterminer	M. Nourallah	Nov. 1999		Avr. 2003
	Turquie	65,3	3 100	Projet de développement de Sivas Erzincan	Élevage	À déterminer	M. Rahman	Juin 2000		Avr. 2003
FORMULATION/PRÉPARATION EN COURS										
Afrique I	Burkina Faso	11,3	210	Programme communautaire d'investissement pour l'amélioration de la fertilité des terres agricoles	Développement agricole	À déterminer	M. Barry/ M. Beavogui	Mai 1998		Sept. 2003
	Nigéria (X)	126,9	260	Programme de services financiers ruraux	Services financiers	À déterminer	M. Saint Ange	Oct. 2000		Avr. 2003
	Sierra Leone	5,0	130	Programme d'appui au secteur rural	Développement rural	À déterminer	M. Tounessi	Mars 1997		À déterminer



Région	Pays	Population (millions) 1/	RNB par habitant (2000) (USD)	Nom du projet/programme	Nature du projet/programme	Montant indicatif du prêt (millions de USD)	Personne à contacter au FIDA	Examen du COSOP par le CSO	Inclus à l'annexe A	Date provisoire de présentation au Conseil
Afrique II	Éthiopie (X)	64,3	100	Programme de développement des communautés pastorales	Développement des terres marginales	À déterminer	M. Gicharu	Nov. 1999		Apr. 2003
	Kenya	30,1	350	Projet de développement communautaire intégré de Nyanza sud	Développement rural/santé	À déterminer	Mme Bradley	Nov. 2001		À déterminer
	Mozambique	17,7	210	Programme d'appui au secteur financier rural	Finance rurale	À déterminer	M. De Willebois	Avr. 2000		Sept. 2003
Asie et Pacifique										
	Cambodge	12,0	260	Projet de réduction de la pauvreté rurale dans la région de Prey Veng et Svay Rieng	Développement agricole	À déterminer	M. Wang	Mai 1998		Sept. 2003/ Déc. 2003
	Inde	1 015,9	450	Projet d'amélioration des moyens de subsistance dans la région himalayenne	Amélioration des moyens de subsistance	À déterminer	M. Khadka	Juil. 2001		À déterminer
	Pakistan	138,1	440	Projet de développement communautaire	Développement communautaire/ renforcement des institutions	À déterminer	M. Attig	Juil. 2000		Avr 2003
Amérique latine et Caraïbes										
	Nicaragua	5,1	420	Programme de développement économique de la région aride du Nicaragua	Voir Annexe A	À déterminer	M. Rubio	Juin 2002		Avr. 2003
POAN										
	République de Moldova	4,3	400	Projet de revitalisation de l'agriculture	Développement agricole	À déterminer	M. Lauridsen/ M. Pedersen	Fév. 2002		À déterminer

ADMISSION//IDENTIFICATION TERMINÉE



Région	Pays	Population (millions) 1/	RNB par habitant (2000) (USD)	Nom du projet/programme	Nature du projet/programme	Montant indicatif du prêt (millions de USD)	Personne à contacter au FIDA	Examen du COSOP par le CSO	Inclus à l'annexe A	Date provisoire de présentation au Conseil
--------	------	-----------------------------	-------------------------------	-------------------------	----------------------------	---	------------------------------	----------------------------	---------------------	--

IDENTIFICATION/ADMISSION EN COURS

Asie et Pacifique	Laos	5,3	290	Projet d'appui au crédit rural	Crédit	À déterminer	M. Wang	Sept. 1996		
Amérique latine et Caraïbes	Chili	15,2	4 590	Projet de développement agricole des régions méridionales	Développement agricole	À déterminer	M. Murguia	n..d..		





Notes de l'annexe B:

- X Ces projets sont choisis dans la réserve de projets d'une institution coopérante (dont le nom est indiqué entre parenthèses); les autres sont des projets dus à l'initiative du FIDA, c'est-à-dire, des projets retenus par les missions d'identification du Fonds ou demandés directement par les gouvernements.
- 1/ Données de la Banque mondiale pour 2000.
 - 2/ Antérieurement, projet de développement communautaire et innovation paysanne.
 - 3/ Antérieurement, projet pilote du Mont Kenya concernant la conservation, l'utilisation des sols et la gestion des ressources hydriques.
 - 4/ Antérieurement, Projet d'autonomisation des communautés indigènes à Kalimantan Est.
 - 5/ Antérieurement, programme de développement communautaire.
 - 6/ Antérieurement, Deuxième projet de développement de l'élevage dans les petites exploitations.

DEUXIÈME PARTIE – LISTE DES COSOP ÉLABORÉS DEPUIS 1995 ET EXAMINÉS PAR LE CSO

- Afrique I**
1. Bénin (juin 1997)
 2. Burkina Faso (mai 1998)
 3. Cameroun (fév. 1998)
 4. Cap-Vert (oct. 1996)
 5. Tchad (mai 1999)
 6. Congo (révisé en juin 2001)
 7. Côte d'Ivoire (déc. 1997)
 8. Gambie (nov. 1997)
 9. Ghana (juillet 1998)
 10. Guinée (mai 1999)
 11. Mali (juillet 1997)
 12. Mauritanie (mai 2000)
 13. Niger (mars 1999)
 14. Nigéria (oct. 2000)
 15. Sao Tomé-et-Principe (oct. 1999)
 16. Sénégal (avril 1998)
 17. Sierra Leone (mars 1997)
- Afrique II**
18. Burundi (juillet 1996)
 19. Comores (janv. 2002)
 20. Érythrée (avril 1998)
 21. Éthiopie (nov. 1999)
 22. Kenya (nov. 2001)
 23. Lesotho (juin 1999)
 24. Madagascar (mars 2000)
 25. Malawi (nov. 1999)
 26. Mozambique (révisé en avril 2000)
 27. Namibie (mai 2002)
 28. Rwanda (révisé en juillet 2001)
 29. Swaziland (juillet 1999)
 30. Tanzanie, République-Unie de (avril 1998)
 31. Ouganda (déc. 1998)
 32. Zambie (sept. 1998)
 33. Zimbabwe (nov. 1998)
- Asie et Pacifique**
34. Bangladesh (déc. 1999)
 35. Bhoutan (juillet 1996)
 36. Cambodge (mai 1998)
 37. Chine (fév. 1999)
 38. Corée, R.P.D. de (avril 2000)
 39. Inde (révisé en juillet 2001)
 40. Indonésie (nov. 1998)
 41. Kirghizistan (déc. 1996)
 42. Laos (sept. 1996)
 43. Mongolie (nov. 1998)
 44. Népal (mars 2000)
 45. Pakistan (juillet 2000)
 46. Philippines (oct. 1999)
 47. Viet Nam (déc. 1996)
 48. Iran (août 2002)
- Amérique latine et Caraïbes**
49. Bolivie (nov. 1998)
 50. Brésil (juin 1997)
 51. Région des Caraïbes (mars 2000)
 52. République dominicaine (janv. 2002)
 53. El Salvador (mars 2001)
 54. Haïti (nov. 1999)
 55. Honduras (oct. 2000)
 56. Mexique (mai 1999)
 57. Nicaragua (juin 2002)
 58. Panama (déc. 2000)
 59. Pérou (nov. 2001)
 60. Uruguay (nov. 1999)
 61. Venezuela (déc. 1999)
- Proche-Orient et Afrique du Nord**
62. Albanie (mars 1999)
 63. Algérie (oct. 1999)
 64. Arménie (mars 2000)
 65. Azerbaïdjan (déc. 1998)
 66. Bosnie-Herzégovine (juin 1999)
 67. Djibouti (nov. 2001)
 68. Égypte (révisé en nov. 2000)
 69. Gaza et Cisjordanie (juin 1997)
 70. Géorgie (déc. 1998)
 71. Jordanie (oct. 2000)
 72. Liban (révisé en mai 2000)
 73. Maroc (nov. 1999)
 74. République de Moldova (révisé en février 2002)
 75. Roumanie (juin 2002)
 76. Soudan (mars 2002)
 77. Syrie (nov. 2001)
 78. Macédoine, ex-République yougoslave de (nov. 1999)
 79. Tunisie (avril 1998)
 80. Turquie (juin 2000)
 81. Yémen (révisé en mars 2000)

TROISIÈME PARTIE –COSOP PRÉVUS EN 2002

En 2002, les divisions régionales prévoient de réaliser et/ou réviser les COSOP suivants:

Afrique I⁷	R.D. du Congo Gambie (révision) Guinée-Bissau (suite des travaux de 2001) Sénégal (révision) (suite des travaux de 2001) Sierra Leone (révision) Togo
Afrique II:	Angola Burundi (révision)
Asie et Pacifique:	Asie centrale (sera examiné par le CSO en 2002) Iran (à l'étude) Pakistan (suite des travaux de 2001) Sri Lanka (suite des travaux de 2001) Viet Nam (révision) (examiné par le CSO)
Amérique latine et Caraïbes⁸	Chili (suite des travaux de 2001) Nicaragua (examiné par le CSO)
Proche-Orient et Afrique du Nord:	Azerbaïdjan (révision) Bosnie-Herzégovine (révision) Géorgie (révision) Roumanie (finalisé et révisé par le CSO) Soudan (finalisé et révisé par le CSO)

⁷ République centrafricaine et Côte d'Ivoire en 2003.

⁸ Colombie, Équateur et Guatemala en 2003..